

**ACTUALITÉ LOCALE**

# La Ville de Marseille s'engage pour la réduction des risques

**MARSEILLE**

La Ville de Marseille a accueilli jeudi les premières rencontres internationales de la réduction des risques liés à l'usage des drogues. L'occasion pour la municipalité de relancer le projet de salle de consommation à moindre risque, qui devrait voir le jour en 2023.

Plus un pays réprime, pourchasse, embastille et stigmatise les usagers de drogue, plus la santé de ces derniers est impactée. » Tel est le propos liminaire de ces premières rencontres consacrées à la réduction des risques chez les consommateurs de drogue portées par la Ville de Marseille, qui ont été inaugurées jeudi à l'Hôtel de ville. Toute la journée, élus français et européens, sociologues et chercheurs ont animé tables rondes et présentations thématiques autour des actions et politiques publiques de lutte contre les addictions. L'occasion pour la municipalité de relancer la question épineuse des salles de consommation à moindre risque (SCMR), dispositif voulu par le Printemps marseillais et dont l'ouverture « ne sera pas un projet de fin de mandature », préfère clarifier l'adjointe chargée à la santé, Michèle Rubirola.

Objetif : ouvrir la SCMR phocéenne en 2023. « On a l'association portuese, le financement, l'agrément de la préfecture et de l'ARS, ce qu'il faut dé-



Michèle Rubirola, adjointe à la santé (Ville de Marseille), entourée d'Anne Souyris et d'Alexandre Feltz, adjoints à la santé des villes de Paris et de Strasbourg. Photo : BG

sormais, c'est trouver le lieu » avance l'adjointe. Un choix stratégique qui n'est pas sans frein.

« Rénover la loi de 1970 » 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> ou 6<sup>e</sup> arrondissement, au sein du parc immobilier de la ville ou de constructions provisoires, dans tous les cas, cette salle de 400 mètres carrés devrait être hébergée dans le centre-ville « au plus près des lieux de consommation, comme le prévoit le décret », précise Michèle Rubirola, qui prévoit la décision d'un emplacement « en début d'année prochaine, en accord avec le maire de secteur. À partir de là, on lancera une concertation avec les habitants ».

Une étape de médiation et de conciliation décisive, l'implantation d'un lieu d'accueil d'usagers de drogue générant habituellement craintes et rejets de

la part des habitants. Pour Michèle Rubirola, cette journée de rencontre et d'information ouverte au public est donc l'occasion « de déconstruire ses peurs ». « On a des indicateurs d'évaluation scientifiques, sociaux, politiques, financiers, qui sont excellents » appuie Alexandre Feltz, son homologue à la Mairie de Strasbourg, ville pionnière en 2016 avec l'ouverture de la SCMR Argos. Au-delà de l'amélioration de l'état de santé d'usagers souvent plongés en situation d'extrême précarité, « l'implantation d'un tel lieu doit être un soulagement pour les riverains, car la consommation ne se passe plus dans la rue », ajoute l'édile. Anne Souyris, adjointe à la Mairie de Paris en charge de la santé publique, témoigne également des bénéfices de l'installation en 2016 de l'Espace Gaia, SCMR locali-

sée dans le quartier de la Gare du Nord (10<sup>e</sup>) qui a permis de « pacifier le quartier ».

« Il reste à rénover les lois » soutient Alexandre Feltz. « Il y a une résistance globale car la réalité montre les freins qui empêchent ces lieux d'ouvrir à Lille, Bordeaux, Montpellier ou à Marseille ». Ce « dogme idéologique » dans lequel « la France s'est enfermée depuis 50 ans », doit être réévalué, selon Michèle Rubirola, pour qui la question de la dépenalisation de l'usage de drogues est un enjeu de santé publique. « On ne peut pas mener de politique de santé publique quand la consommation est réprimée. Il faut engager le débat et briser les tabous. C'est une question transpartisane : quand on a conscience de la santé des personnes, il faut changer la loi. » Benjamin Grinda

**MARSEILLE**

## Soutien à un salarié menacé de licenciement

L'Union Départementale CGT 13 et l'Union locale de Marseille Sud appellent à un rassemblement, ce vendredi, devant l'établissement Calendal, maison d'enfants à caractère social de l'association Fouque. En cause ? La convocation d'un salarié à un entretien préalable à licenciement. Les organisations syndicales dénoncent « un acharnement discriminatoire dans le cadre de l'exercice de ses anciens mandats de délégué syndical ». Elles pointent aussi la « dégradation flagrante du dialogue social » à Calendal « depuis plus d'un an ». Le rendez-vous est fixé à 10h30 devant cet établissement, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement afin d'obtenir « l'arrêt immédiat de la procédure à son encontre ».

## Congrès LR : Retailleau affiche ses soutiens

Candidat à la présidence du parti Les Républicains, le sénateur Bruno Retailleau tenait hier un meeting à Marseille, au Florida Palace. L'occasion pour le filoniste d'afficher ses soutiens, avec la présence du président du groupe LR au Parlement européen François Xavier-Bellamy, mais également des partisans du député Aurélien Pradié, qui avait terminé 3<sup>e</sup> lors du premier tour du congrès, dont le président des jeunes LR 13, Ludovic Perny. Avant le meeting, le sénateur s'est longuement entretenu avec l'ancien maire Jean-Claude Gaudin et la présidente du Département et de la Métropole, Martine Vassal, qui avait quitté le parti au mois de mars. Les militants voteront ce week-end pour choisir entre Bruno Retailleau et le député des Alpes-Maritimes, Eric Ciotti.

## MARSEILLE. Le retour à l'emploi durable mis à l'honneur en Préfecture

La « Soirée des Réussites », événement annuel qui met à l'honneur les parcours réussis d'adhérents du Plie, dispositif d'accès à l'emploi durable pour les personnes exclues du monde du travail, s'est tenue jeudi soir sous les ors de la préfecture des Bouches-du-Rhône. En présence du préfet délégué pour l'égalité des chances, Laurent Carrie, les adhérents ont pu témoigner de leur accompagnement professionnel et social. Parmi eux, Zohra Mayouf, qui s'est retrouvée à la rue avec ses enfants, a pu retrouver un emploi au sein de l'association la Mémoire du temps. « On m'a laissé ma chance et grâce à cela, je travaille comme auxiliaire de vie et j'en suis fière. » B.G. PHOTO B.G.



## Grippe : l'ARS appelle à la vaccination des plus fragiles

Alors que la région Paca est passée en phase épidémique de grippe et que la Covid-19 continue de sévir, l'ARS Paca et l'Assurance maladie appellent les plus fragiles : personnes âgées de 65 ans et plus, femmes enceintes, personnes atteintes de maladies chroniques, personnes souffrant d'obésité, à se faire vacciner. En France, l'épidémie de grippe atteint deux à six millions de personnes par an, provoquant le décès de plusieurs milliers de personnes fragiles, essentiellement chez les 65 et plus.